



Syndicat national CGT Insee

EMPLOI, SALAIRES : TOUS ENSEMBLE LE 4 OCTOBRE !

Un été de déréglementation sociale

Décidant par ordonnances pour éviter tout débat parlementaire, le gouvernement frappe fort.

Le Contrat Nouvelle Embauche crée un contrat à période d'essai permanente de deux ans. Pour les salariés concernés, plus de CDI, ni de garantie bancaire ou locative. Dans le même temps le détricotage du code du travail s'amplifie (hausse des seuils pour représentation du personnel et Comités d'Entreprise, de la durée du travail dans les petites entreprises, etc.). Dernière idée inégalitaire: la « simplification » des tranches d'impôts qui diminue l'imposition de 3 à 8 points selon que l'on est dans la tranche la plus basse ou la plus haute. Cette mesure bénéficiera aux plus riches et n'apportera absolument rien aux non-imposables.

Le gouvernement tente de masquer sa politique en présentant les chômeurs comme responsables du chômage alors qu'ils sont victimes de la situation catastrophique de l'emploi. Il organise leur radiation massivement. Sarkozy s'occupe des boucs émissaires : mal logés expulsés et non relogés, enfants étrangers raflés, quartiers populaires montrés du doigt.

Dans ce contexte les 5 confédérations CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC, ainsi que la FSU, l'UNSA et SUD ont décidé de réagir en organisant une journée nationale d'action le 4 octobre 2005 sur les salaires, l'emploi et les libertés.

A l'Insee, nous avons toutes les raisons de nous associer à cette journée

En effet, la direction concocte un projet de Moyen Terme défavorable à l'Institut...

Le cadre général de restrictions budgétaires est le prétexte pour des projets qui visent à restreindre l'accomplissement de nos missions. Ce projet est destructeur vis-à-vis des agents : volonté de supprimer le CNI de Lille, les SAR dans les régions... mais aussi vis-à-vis de l'Institut lui-même. En effet, en n'impulsant pas une dynamique claire et vigoureuse sur l'offre statistique et économique, la direction place l'Institut en situation de faiblesse. En ne se donnant pas les moyens de faire de chaque direction régionale un référent local incontournable, la direction risque de voir questionner leur utilité en région, alors que la demande auprès d'elles s'accroît.

Dans ce temps, la participation de l'Insee n'est toujours pas remise en cause dans le projet de nouvelle carte d'identité INES, ni sa collaboration étroite avec le ministère de l'Intérieur.

Trop de mauvais choix stratégiques qui n'ont rien d'inéluctable !

... et se moque des salaires et carrières de ses agents, sauf celles de ses hauts cadres

Cet été, les Inspecteurs Généraux de l'Insee ont vu leur nouveau statut aboutir : une classe exceptionnelle a été créée. Un gain substantiel en indice vient compléter pour certains une NBI exceptionnelle (mais non limitée dans le temps) qui leur a été attribuée depuis mai 2004.

On serait contents pour eux...si les autres catégories de personnels avaient elles aussi droit à des revalorisations de carrière !

Il y en a assez de se voir traiter ainsi par nos gouvernants !

Préparons la mobilisation :

- **contre le projet du Moyen Terme de la direction de l'Insee**
- **pour le déblocage immédiat des carrières des C, B et Attachés**

Public Privé, ensemble dans la rue le 4 octobre !

Paris, le 15 septembre 2005